

Lecomte J. (2012). Face aux catastrophes mortelles,  
la solidarité plutôt que l'égoïsme,

in V. Przulski et S. Hallegatte (dir.). *Gestion des risques naturels,  
Leçons de la tempête Xynthia*, Versailles, Quae, 71-86.

## 4 - Face aux catastrophes mortelles, la solidarité plutôt que l'égoïsme

Jacques Lecomte<sup>50</sup>

### L'ouragan Katrina, un cas emblématique

LE 29 AOÛT 2005, L'OURAGAN KATRINA FRAPPE DE PLEIN FOUET LES CÔTES DE LA LOUISIANE, faisant de cette catastrophe l'une des plus dévastatrices de l'histoire des États-Unis et laissant 1836 victimes dans son sillage.

Mais à ce drame vient rapidement s'en ajouter un autre. Car dès les premiers jours qui suivent cet événement, les médias rendent compte de comportements humains effrayants. Ainsi, le 31 août, un reporter de CNN déclare qu'il y a eu des tirs d'armes à feu et du pillage et que « La Nouvelle-Orléans ressemble plus à une zone de guerre qu'à une métropole américaine moderne » (anonyme, CNN, 31 août 2005)<sup>51</sup>. Le même jour, le *New York Times* déclare qu'un officier de police a été grièvement blessé par balle et cite le colonel Terry Ebbert, chef de la sécurité nationale de La Nouvelle-Orléans : « Nous avons un gros problème de pillage. Ce ne sont pas des individus qui pillent, mais de grands groupes de gens armés », ajoutant que des pilliers avaient volé une importante réserve d'armes dans un supermarché, mais que les policiers étaient surtout occupés à sauver des vies et ne pouvaient donc pas limiter cette criminalité galopante (31 août 2005, *The New York Times*).

La situation est si grave que Ray Nagin, maire de La Nouvelle-Orléans, ordonne à 1500 policiers de stopper leur mission de sauvetage de la population pour consacrer leur énergie à faire cesser les pillages qui deviennent de plus en plus dangereux. « Ils [les pilliers] commencent à s'approcher des zones très peuplées, dit-il, et nous allons les stopper immédiatement » (Esterbrook J., 31 août 2005, *CBS News*).

Le premier septembre, le journaliste Tucker Carlson s'entretient avec un pasteur qui lui fait remarquer que le gouvernement américain, à commencer par le président George W. Bush, n'assume pas ses responsabilités d'aide face aux victimes, et que des gens prennent de la nourriture et de l'eau dans des magasins parce qu'ils sont en train de

50. Ce chapitre est une version légèrement modifiée d'un chapitre de mon livre, *La bonté humaine*. Odile Jacob, Paris, 2012.

51. Les articles de presse cités dans ce chapitre sont disponibles sur Internet.

mourir, en précisant : « Ce n'est pas du pillage. » « Attendez une seconde, Révérend Sharpton, lui répond le journaliste, personne ne prétend que les gens qui sont affamés ou qui meurent de soif ne devraient pas se servir eux-mêmes. (...) Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Des personnes sont violées. Des gens sont assassinés. Des policiers ont été la cible de tireurs. Des hélicoptères également. Et c'est l'une des raisons pour lesquelles les gens dans le besoin ne reçoivent pas d'aide. Il n'y a aucune excuse à ces comportements » (Carlson T., 1<sup>er</sup> septembre 2005, msnbc.com).

La situation devient vite incontrôlable, au point que, comme le souligne Joseph W. Matthews, directeur du Bureau de la préparation des urgences, « la cité est dirigée par des voyous » (Treaster J.B., 2 septembre 2005, *The New York Times*). De même, Edward Compass, le chef de la police, affirme que des voyous armés ont pris le contrôle d'un centre de refuge improvisé, ont repoussé huit brigades de onze policiers chacune qu'il avait envoyées pour sécuriser le lieu et que des viols et des agressions avaient lieu dans les rues adjacentes, les criminels s'attaquant aux passants, y compris aux touristes.

Devant ce marasme, le président George W. Bush prend la situation en main : « Nous allons restaurer l'ordre à La Nouvelle-Orléans (...) Le peuple de ce pays s'attend à ce qu'il y ait de la loi et de l'ordre, et nous allons travailler dur pour qu'il en soit ainsi<sup>52</sup>. » Même son de cloche chez la gouverneure de la Louisiane, Kathleen Blanco, qui déclare : « Nous restaurerons la loi et l'ordre. Ce qui me met le plus en colère est que des catastrophes comme celles-ci révèlent souvent le pire chez les gens. Je ne tolérerai pas ce genre de comportement<sup>53</sup>. » Elle précise qu'un détachement de 300 hommes de la Garde nationale a été envoyé à La Nouvelle-Orléans, avec l'autorisation de tirer et de tuer les truands. « Ces troupes, dit-elle, reviennent juste d'Irak, sont bien entraînées, expérimentées sur le champ de bataille et sont sous mes ordres pour rétablir l'ordre dans les rues. (...) Ces troupes savent comment tirer et tuer et sont plus que désireuses de le faire si nécessaire, et je m'attends à ce qu'elles le fassent<sup>54</sup>. » Mais selon elle, les besoins militaires sont en fait bien plus importants : 40 000 soldats sont nécessaires pour la seule Nouvelle-Orléans. Cette vision apocalyptique de La Nouvelle-Orléans se diffuse alors dans le monde entier par le biais des médias.

Dès lors, les autorités réagissent comme si elles se trouvaient confrontées à une insurrection armée, plutôt qu'à une catastrophe naturelle. L'incapacité de l'état fédéral et des autorités locales à secourir les sinistrés suscite des réactions d'indignation, aux États-Unis et dans le reste du monde. Le directeur de l'Agence fédérale de gestion des urgences, considéré comme le principal responsable de cette débâcle, donne sa démission le 12 septembre. Il est alors remplacé, non par un autre civil, mais par l'amiral Thad Allen.

52. White House, Office of the Press Secretary (2 septembre 2005). President Arrives in Alabama, Briefed on Hurricane Katrina.

53. Arkansas Democrat-Gazette (2 septembre 2005), Cité dans Governor Kathleen Blanco: Strong leadership in the midst of catastrophe. Document PDF.

54. Anonyme (2 septembre 2005). Troops told "shoot to kill" in New Orleans, ABC News online.

Des militaires armés de plus en plus nombreux envahissent les rues de La Nouvelle-Orléans. La militarisation de la réponse concerne également les journalistes à qui l'on limite l'accès à des sites à l'intérieur de la ville. L'expression « zone de guerre » devient alors une formule courante.

Pour Robert D. McFadden, journaliste au *New York Times*, cette présence militaire rassure la population : « Dans les rues où les combats à poings nus ou avec des armes à feu, les holdups, les vols de voiture et les gangs de pilleurs ont dominé tout au long de la semaine, la simple vue de troupes en tenue de camouflage et avec des fusils d'assaut offre un sentiment de soulagement à beaucoup des milliers de survivants isolés qui ont subi des journées de terreur et de souffrance révoltantes » (McFadden R.D., 4 septembre 2005, *The New York Times*). Le 13 septembre, le déploiement de forces militaires destinées à rétablir l'ordre s'élève à plus de 72 000 hommes ! Nombre le plus élevé de toute l'histoire des États-Unis lors d'une catastrophe naturelle.

En résumé, laissé sans contrôle de l'État, l'être humain retourne à ses penchants naturels les plus vils et meurtriers, sans aucune sensibilité à la souffrance d'autrui... À un détail près : ces effroyables descriptions sont totalement fausses.

N'ayant pas eu accès – ou très limité – aux zones sinistrées, les journalistes ont rendu compte de la situation à partir d'« informations » de deuxième, voire de troisième main. Mais une fois la frénésie médiatique apaisée, ils font leur autocritique. Ainsi, un mois après le passage de l'ouragan, le *Los Angeles Times* titre : « Katrina paye un tribut à la vérité et à l'exactitude des informations » et place en sous-titre : « Les rumeurs ont remplacé les informations exactes et les médias ont exagéré les problèmes. Les viols, la violence et l'estimation du nombre de morts étaient faux » (Rosenblatt S. et Rainey J., *Los Angeles Times*, 27 septembre 2005).

Pour sa part, le *New York Times* titre : « La peur a dépassé la réalité du crime à La Nouvelle-Orléans » (Dwyer J. et Drew C., *New York Times*, 29 septembre 2005). Cet article précise notamment que dans le quartier français historique, la bijouterie et les magasins d'antiquité n'ont pratiquement pas été touchés, bien que des victimes se soient installées dans certains hôtels proches. Seuls quelques magasins d'alimentation ont été touchés. Mais surtout, cet article cite Edward Compass, chef de la police de La Nouvelle-Orléans, que j'ai précédemment présenté pour avoir déclaré que des voyous avaient pris le contrôle de la ville et que des viols (notamment d'enfants) et des agressions avaient eu lieu. Cet homme, qui avait été considéré comme l'une des sources d'informations les plus fiables, déclare alors que ses déclarations antérieures, basées sur des informations de seconde main, se sont avérées inexactes. Interrogé au sujet des viols et des meurtres, il reconnaît : « Nous n'avons d'information officielle sur aucun meurtre, ni sur aucun viol ou agression sexuelle. » Cet homme a d'ailleurs démissionné après qu'un organe de presse locale (*The Times-Picayune*) a mis en évidence que l'ensemble de ses propos n'avait aucun fondement (Thevenot B. et Russell G., *The Times-Picayune*, 26 septembre 2005). Compass est cité dans cet article : « J'ai pensé, dit-il, que l'information que j'avais à ce moment était crédible. » Interrogé sur la source de ses informations, il a déclaré ne pas s'en souvenir.

Le journal et son équipe recevront deux prix Pulitzer (récompense suprême chez les journalistes) pour le « compte rendu courageux et selon de multiples points de vue » de l'ouragan. Un rapport publié en 2006 par la Chambre des représentants (l'équivalent de l'Assemblée nationale en France) reconnaîtra officiellement que le maire Ray Nagin et le chef de la police Edward Compass avaient répété aux médias des rumeurs sans fondement de criminalité, contribuant à une image exagérée de violation généralisée des lois (US House of Representatives, 2006).

Durant la frénésie médiatique, le lieu présenté comme le cœur de l'activité criminelle était le Superdome, stade qui avait accueilli plus de 30 000 personnes. Les responsables de la Garde nationale ont déclaré, lors de l'enquête de la Chambre des représentants, qu'il y avait eu de nombreuses rumeurs de viols et d'agressions, mais que les gardes et la police n'avaient pu trouver aucune victime ni aucun témoin direct de tels actes (*op. cit.* p. 248). Au final, le bilan sera de six décès au Superdome : quatre par mort naturelle, un par overdose et le dernier par suicide.

Dans le sillage de cette catastrophe naturelle, une équipe de huit chercheurs du Centre de recherches sur les catastrophes (Disaster Research Center) de l'université du Delaware est allée enquêter sur place afin de rassembler des informations de première main (150 entretiens avec des responsables locaux, des observations participantes et le recueil d'un maximum de documents). Ils ont également emporté dans leurs bagages des tentes, des sacs de couchage et d'autre matériel de camping pour secourir les sinistrés.

Un premier constat est que la réponse globale des habitants de La Nouvelle-Orléans ne correspondait en rien à l'image générale de chaos et de violence décrite par les médias (Rodriguez *et al.*, 2006 ; Tierney *et al.*, 2006 ; Barsky *et al.*, 2006). Certes, certains services officiels de secours avaient cessé de fonctionner pour toutes sortes de raisons pratiques, mais des centaines de petits groupes d'entraide avaient spontanément émergé. Par exemple, dans un quartier ouvrier, un groupe s'est formé pour rassembler les habitants dans une école. Au départ, chacun fut invité à s'y réfugier, mais quelques voyous ont commencé à vandaliser le bâtiment, détruisant des distributeurs automatiques et brandissant des armes à feu. Les leaders du groupe les ont alors courageusement expulsés de l'école en les empêchant de revenir.

Les chercheurs notent au passage que de nombreuses photographies ont circulé dans les médias, décrivant généralement les Noirs comme des pillleurs et les Blancs – ayant exactement le même comportement – comme cherchant du ravitaillement (Ralli T., 5 septembre 2005, *The New York Times*).

Un groupe particulièrement original était les « Robins des bois pillleurs » (*Robin Hood Looters*), surnom que ses membres se sont eux-mêmes donné. Le noyau principal de ce groupe d'habitants d'un quartier ouvrier était constitué de onze amis qui se sont d'abord préoccupés de placer leur famille en un lieu sûr, en dehors des zones les plus à risque, puis ont décidé de demeurer sur place, malgré le danger, pour sauver les habitants. Pendant deux semaines, ils ont réquisitionné des bateaux, cherché de la nourriture, de l'eau et des vêtements dans des maisons abandonnées. Ils s'étaient imposé quelques

règles, notamment le fait de ne jamais porter d'armes sur eux. Ce groupe a collaboré avec la police locale et la Garde nationale, lesquelles leur ont confié des survivants pour qu'ils les fassent sortir de la zone dangereuse.

Par ailleurs, les chercheurs ont recueilli des « témoignages » sur les pillages. Il s'est avéré que la plupart des personnes interrogées avaient seulement entendu parler de pillages, mais n'avaient pas assisté elles-mêmes à ces scènes et ne connaissaient personne de leur entourage qui y avait participé. Les rares personnes qui connaissaient des personnes ayant volé précisaient qu'il s'agissait en fait de biens de première nécessité (en particulier alimentation, eau et couvertures), qui étaient ensuite partagés pour aider la population à survivre.

Un officier de police, de service dans une gare ayant précisément servi de prison pour pillleurs, a précisé que 75 % des actes commis concernaient des besoins prioritaires nécessaires à la survie, les autres 25 % étant accomplis par des personnes déjà criminelles auparavant et qui ont profité de l'absence de forces de sécurité.

Finalement, comme le soulignent les chercheurs, « bien que quelques actes de délinquance aient eu lieu, la très grande majorité des activités spontanées ont été de nature altruiste » (Rodriguez *et al.*, 2006). Par exemple, un rescapé, réfugié dans un hôtel, a donné ce témoignage : « Tout le monde a été très gentil et serviable. (...) Nous n'avons pas eu faim. Nous n'avons jamais eu faim car nous sommes restés sur place. » Un agent du maintien de l'ordre a déclaré que « la plupart des gens se sont vraiment, vraiment aidés les uns les autres et ils n'ont rien demandé en retour. »

Les médias n'ont pas seulement eu un impact négatif sur l'image des habitants de La Nouvelle-Orléans ; bien plus grave, ils ont probablement provoqué une augmentation du nombre des victimes, pour deux raisons. D'une part, plusieurs personnes ont refusé de quitter leur logement en raison des informations selon lesquelles la ville était infestée de pillleurs (beaucoup de personnes écoutaient les informations à la radio, en raison des coupures d'électricité consécutives à la catastrophe). Mais surtout, les informations alarmistes ont entraîné une diminution des secours. Des secouristes ont eu peur d'approcher des zones sinistrées. Ainsi, mille employés de l'Agence fédérale de gestion des urgences ont rebroussé chemin pour cette raison, au moment d'entrer dans la ville (US House of Representatives, 2006). Au cours des trois premiers jours qui ont suivi l'ouragan, Kathleen Blanco et Ray Nagin, respectivement gouverneure de la Louisiane et maire de La Nouvelle-Orléans, ont ordonné aux responsables de la sécurité publique de poursuivre les délinquants plutôt que de se concentrer sur les opérations de sauvetage. Pour Kathleen Tierney et ses collègues du Centre de recherche sur les catastrophes, la décision de militariser la zone n'a pas diminué le nombre de victimes, mais l'a au contraire très certainement augmenté : « Cette décision a directement influencé les chances de survie des victimes isolées et mourantes. » En se focalisant sur la lutte contre des pillages et de la violence imaginaires, « les responsables officiels peuvent avoir échoué à tirer pleinement avantage de la bonne volonté et de l'esprit altruiste des habitants et des ressources de la communauté, telles que les églises et les organisations communautaires.

En réaffectant des intervenants, depuis des activités de sauvetage vers des fonctions de maintien de l'ordre, les responsables ont placé la loi et l'ordre avant la vie des survivants de l'ouragan » (Tierney *et al.*, 2006).

Anecdote révélatrice de cet état d'esprit : la photo illustrant l'article intitulé « Les troupes ont reçu l'ordre de "tirer pour tuer" à La Nouvelle-Orléans » (anonyme, 2 septembre 2005, *ABC on line*) montre une dizaine d'hommes noirs allongés sur le ventre sous la surveillance d'hommes armés. La légende précise : « Des gardes-chasses texans surveillent des individus qui ont été arrêtés alors qu'ils utilisaient un camion de la Poste pour essayer de fuir La Nouvelle-Orléans. Ils ont été libérés, mais obligés de continuer à pied. » La vie de ces hommes valait probablement moins qu'un camion...

La peur engendrée par les rumeurs associée à l'autorisation de tuer accordée aux forces de l'ordre a eu des conséquences dramatiques. À la suite de l'ouragan, neuf enquêtes visant la police de La Nouvelle-Orléans ont été menées. La plus importante concerne l'affaire du pont Danziger, au cours de laquelle deux personnes ont été tuées et quatre autres blessées par des policiers<sup>55</sup>. De plus, deux autres personnes ont été tuées par la police dans d'autres situations.

Le drame du pont Danziger a eu lieu le 4 septembre 2005, six jours après l'ouragan. Des policiers arrivent sur les lieux après avoir reçu un appel de détresse par un collègue, leur disant que des hommes leur tirent dessus. Les policiers commencent par tirer sur un groupe de personnes, en tuant une et en blessant quatre. À ce moment, deux frères, Ronald et Lance Madison, entendant les coups de feu, se mettent à courir. La police tire et abat Ronald. Ces tirs ont initialement été présentés comme un joli coup par la police, une victoire dans la restauration de l'ordre. Mais l'enquête a montré qu'aucune victime n'était armée ; Ronald Madison était un handicapé mental de quarante ans, abattu d'une balle dans le dos alors qu'il courait. Paul Fleming, l'un des avocats de la défense, a demandé aux jurés de tenir compte de l'atmosphère qui régnait alors à La Nouvelle-Orléans : « C'est une période de troubles, de chaos et d'anarchie. Cela ne signifie pas que les règles changent, mais que la perception change. »

### Trois mythes largement répandus dans la population

SELON LE SOCIOLOGUE LEE CLARKE, lors d'une catastrophe, comme celle du 11 septembre, « les gens réagissent en toute responsabilité et civilité » (Clarke, 2002). Ce fait a été systématiquement constaté dans les enquêtes ; le décalage entre les présentations médiatiques et la réalité décrite par les chercheurs en sciences humaines est parfois impressionnant.

Mais enfin, dira-t-on peut-être, les images sont là, quand même... Mais quelles images ? Des pilliers brisant des vitrines ou s'introduisant dans des villas pour voler des biens ? Et

55. Times-Picayune Staff (5 août 2011). 5 NOPD officers guilty in post-Katrina Danziger Bridge shootings, cover-up, Times-Picayune. Wikipedia.com, Danziger Bridge shootings. [http://en.wikipedia.org/wiki/Danziger\\_Bridge\\_shootings#cite\\_note-17](http://en.wikipedia.org/wiki/Danziger_Bridge_shootings#cite_note-17)

s'il s'agissait de personnes luttant pour leur survie et celles d'autres personnes, comme nous venons de le voir, ou tout simplement de propriétaires qui, après avoir fui dans l'urgence, sont venus, le temps d'une accalmie, récupérer dans leur maison ce qu'ils ont de plus cher avant que les flots ne les engloutissent, comme cela a déjà été constaté ?

Les images de panique sont construites par les médias, en particulier par la télévision lorsque celle-ci nous montre des gens qui courent pour fuir un incendie ou une tornade. D'ailleurs, des personnes ayant été au cœur du drame semblent le confirmer : « C'était vraiment la panique totale ! »

Ce ne sont pas seulement les médias d'information, mais aussi les films de fiction qui nous conditionnent pour établir un lien entre catastrophe et panique. Les productions à gros budget de type *La tour infernale* ou *Independance Day* n'hésitent pas à montrer des gens qui piétinent les autres pour s'en sortir. Mais tout cela est de la fiction et ne correspond en rien à la réalité.

Les premiers « spécialistes » qui se sont intéressés aux foules ont malheureusement joué un rôle important dans la diffusion de cette conception négative dans le public. Au début du xx<sup>e</sup> siècle, le sociologue Gustave Le Bon affirmait que la foule était moins rationnelle et plus émotionnelle que l'individu seul (Le Bon, 2003), idée fautive qui sera ensuite reprise par Freud (Freud, 2010).

Ces deux auteurs ne font reposer leur théorie sur aucune enquête de terrain. En revanche, c'est ce que font depuis une cinquantaine d'années les membres du Centre de recherche sur les catastrophes de l'université du Delaware, auquel j'ai rapidement fait allusion à propos du cyclone Katrina. Ce centre possède la collection d'archives la plus importante au monde sur les réactions humaines face aux catastrophes. D'autres équipes de recherche ont également travaillé de manière plus ponctuelle sur ce thème.

Les recherches effectuées dans de très nombreuses situations ont ainsi conduit tous les chercheurs à cette certitude : trois croyances largement répandues dans la population, concernant le comportement des gens lors de catastrophes, sont des mythes :

- la panique générale ;
- l'augmentation importante de comportements égoïstes, voire criminels ;
- le sentiment d'impuissance dans l'attente des secours.

Je vais détailler ci-dessous les deux premiers mythes, le troisième apparaîtra de façon évidente au fur et à mesure de mon propos.

### Même effrayés, les gens réagissent calmement et rationnellement

LES VICTIMES DE CATASTROPHES PERDENT RAREMENT LEUR SANG-FROID. La terre a beau trembler, les flots ont beau envahir les habitations, le feu a beau les entourer, rares sont ceux qui se mettent à courir dans tous les sens en hurlant. Certes, ils ont généralement très peur, mais leur comportement reste rationnel.

Mais il ne faut pas confondre peur et panique. Le terme « panique » est un cliché de sens commun, souvent utilisé lorsqu'on décrit simplement la fuite devant un danger. La panique est de la peur *plus* la perte du contrôle de soi et un comportement de fuite irrationnel et inefficace (Quarantelli, 1954). Car en elles-mêmes, la peur et la fuite sont généralement des réactions parfaitement adaptées à une situation de danger. Ce n'est que si elles sont accompagnées de comportements irrationnels (courir dans tous les sens, crier sans raison, etc.) que l'on peut parler de panique. Ainsi, filmer des gens apeurés en fuite et interpréter systématiquement cela comme de la panique est particulièrement trompeur. Et, comme je le précise plus loin, les victimes qui disent aux journalistes que « c'était la panique » veulent généralement simplement dire que les gens avaient très peur.

Par exemple, Thomas A. Glass, de l'université John Hopkins, et ses collaborateurs ont analysé les réactions humaines lors de dix catastrophes très diverses survenues entre 1989 et 1994 (Glass, 2001). Il s'agissait de deux tremblements de terre, deux déraillements de train, un crash d'avion, deux explosions de gaz, un ouragan, une tornade, l'explosion d'une bombe avec incendie. Le nombre de victimes allait de 3 à plus de 200. Ils ont systématiquement constaté que les victimes avaient spontanément formé des groupes, animés par des leaders, avec des règles communément admises et en se répartissant les rôles en vue de la survie d'un maximum de personnes.

Dans une autre enquête portant spécifiquement sur des incendies, les chercheurs se sont particulièrement intéressés au comportement des gens qui fuyaient le drame. La fuite panique a été si rarement constatée que les enquêteurs ont finalement abandonné le concept de « comportement de panique » (cité par Quarantelli, 2008).

C'est pourtant ce mot « panique » qui vient dans la bouche de certains survivants, mais ce qu'ils décrivent alors n'est généralement pas de la panique, mais de la peur. Par exemple, au cours d'une recherche consécutive aux attentats à la bombe à Londres en 2005 (Drury *et al.*, 2009a), le terme « panique » a été utilisé par quelques survivants, mais plus encore par des commentateurs qui n'avaient pas assisté aux événements. Or, à chaque fois que les témoins ont utilisé ce terme, ils décrivaient une sensation de peur intense, mais jamais un comportement désordonné.

Autre exemple : le 1<sup>er</sup> juin 1999, les pilotes d'un avion tentent d'atterrir dans l'Arkansas lors d'un orage important, mais ils ne peuvent s'aligner sur l'axe prévu pour cela. Le feu se déclare à bord, tuant 11 des 145 personnes. Le Conseil national de sécurité des transports a ensuite établi un rapport dans lequel la plupart des personnes interrogées ont déclaré qu'il n'y avait pas eu de panique, mais au contraire des actes altruistes de sauvetage et d'entraide (Clarke, 2002). Deux hommes ont déclaré qu'il y avait eu de la panique, mais la suite de leur propos montre clairement qu'ils parlaient de peur et non de panique, car leur comportement est resté parfaitement rationnel. Ainsi, l'un d'eux a compris que la porte arrière de l'avion était bloquée, mais a découvert une brèche dans le fuselage. Lui-même et plusieurs hommes ont alors tenté d'élargir l'issue, puis il a laissé passer six à huit personnes avant de s'échapper. L'autre homme a souligné que les gens avaient coopéré pour ouvrir une issue de secours et que lui-même avait aidé d'autres passagers à

dégager une femme coincée sous une rangée de sièges. Et bien que les passagers aient pu à peine respirer et voir en raison de la fumée qui envahissait l'appareil, ils sont restés dans la file d'attente, sans bousculade.

Les rares fois où il y a panique, elle ne concerne que quelques personnes, n'est pas « contagieuse » et dure peu de temps. Cela dit, il est très probable que si un reporter cameraman est présent, qu'il voit deux ou trois personnes qui paniquent sur une centaine, c'est sur ces individus qu'il va braquer sa caméra. Ces images fugitives et isolées feront alors le tour du monde, répandant le mythe de la panique collective comme une traînée de poudre, « preuves » à l'appui...

Plusieurs conditions sont habituellement nécessaires pour qu'une victime de catastrophe manifeste de la panique :

- la victime perçoit une menace immédiate d'enfermement dans un espace confiné ;
- les issues repérées se ferment rapidement ;
- la fuite semble être le seul moyen de survie ;
- personne ne peut aider la victime (Auf der Heide, 2004).

Par exemple, des clients d'un night-club ou d'un théâtre peuvent paniquer si quelqu'un crie « Au feu ! » et qu'ils constatent que des portes de sortie sont bloquées. Mais même dans ces conditions, la plupart des gens parviennent généralement à évacuer les locaux dans le calme.

C'est effectivement le calme qui a dominé lors des deux attentats contre le World Trade Center, l'un le 26 février 1993, l'autre bien plus mémorable le 11 septembre 2001. La panique a été pratiquement absente tandis que la coopération et l'entraide étaient fréquentes. L'attentat de 2001 a certes fait 2754 victimes, mais 99 % des occupants situés sous l'impact des avions ont survécu, essentiellement grâce au fait qu'ils n'ont pas paniqué. Un informaticien qui sortait du métro au moment où le premier avion s'est écrasé sur la tour a raconté : « Je dirais que 95 % étaient totalement calmes. Quelques-uns se lamentaient bruyamment, d'autres couraient, mais la majorité des spectateurs restait calme. Ils marchaient. Pas de bousculade, ni de panique<sup>56</sup>. »

La panique est parfois invoquée après coup, pour expliquer les morts, écrasés par la pression du reste du groupe. Mais les études scientifiques de plusieurs cas ont montré que ce n'était pas la véritable cause. Par exemple, en décembre 1979, à Cincinnati, dans l'Ohio, onze jeunes ont trouvé la mort lors d'un concert du groupe de rock *The Who*. L'événement a immédiatement été qualifié de panique par la presse locale ; les commentateurs ont dénoncé la « psychologie des foules » et le comportement égoïste des participants. Un psychologue a déclaré que ce drame illustrait le fonctionnement de la foule irrationnelle dans laquelle « le groupe lui-même développe une sorte de personnalité amorphe et la pensée individuelle s'arrête. »

56. Cité par Clarke L., 2002. *op. cit.* Voir aussi Dwyer J., Flynn K., 2006. 102 minutes, le combat pour la survie dans les Twin Towers le 11 septembre 2001. Paris, l'ai lu ; Connell R., 2001. Collective Behavior in the September 11, 2001 Evacuation of the World Trade Center. Preliminary paper #313, University of Delaware, Disaster Research Center.

En fait, ce n'est pas la panique, mais l'ignorance de ce qui se passait qui a provoqué ces morts. En effet, environ 8000 personnes attendaient de pouvoir assister au spectacle, mais le bâtiment n'était pas conçu pour accueillir autant de monde. Quand les portes ont été ouvertes, 25 personnes sont tombées. Les personnes autour d'elles ont tenté de les protéger, mais la pression des impatients, qui ne voyaient pas ce qu'il se passait, fut trop forte (Johnson, 1987).

Au cours de l'enquête, un témoin a déclaré que les gens « étaient les personnes les plus serviables que je n'aie jamais connues... Tout le monde essayait d'aider l'autre. À un certain moment, les gens ne pouvaient plus les aider. Ce n'est pas qu'ils ne voulaient pas le faire. Ils étaient physiquement incapables de le faire. » Quelques-uns sont cependant parvenus à en aider d'autres à sortir de la ruée. Un homme a raconté que lui et ses amis avaient réussi à retirer deux jeunes filles presque inconscientes qui étaient tombées. Parmi les personnes qui ont ensuite raconté qu'elles avaient été aidées, environ les deux tiers l'avaient été par des personnes qu'elles ne connaissaient pas auparavant. Comme l'a déclaré une personne dans une lettre adressée à un journal : « Ce sont des gens totalement inconnus qui m'ont probablement sauvé la vie. » Le rapport de police incite à conclure que la plupart des gens ont essayé d'aider les autres le plus longtemps possible.

Pour conclure sur la panique, ou plutôt sur l'absence de panique, je vais laisser la parole à Enrico Quarantelli, cofondateur du Centre de recherche sur les catastrophes : « Je ne crois désormais plus que le terme "panique" puisse être traité comme un concept des sciences sociales. C'est un label extirpé des discours populaires... Durant toute l'histoire de nos recherches, portant sur plus de 700 cas, je serais bien embarrassé pour citer (...) ne serait-ce que quelques manifestations marginales qui pourraient être qualifiées de panique<sup>57</sup>. »

### Très peu de pillages, mais beaucoup de comportements altruistes

LE RAPPORT DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS DES ÉTATS-UNIS SUR L'OURAGAN KATRINA consacre un chapitre au maintien de l'ordre, dans lequel il cite des cas de pillages. Mais la grande majorité de ces actes concerne des biens de première nécessité. Par exemple, ce rapport déclare : « Des gens ont pillé des magasins pour leur survie et pour diminuer la souffrance, prenant des choses telles que de la nourriture, de l'eau, des vêtements, des lampes de poche, des batteries et du matériel de camping. (...) En Louisiane, des officiels ont cité l'absence de nourriture, d'eau, d'électricité et l'incertitude concernant les évacuations comme des raisons de violations de la loi et de pillage. Même la gouverneure Kathleen Blanco a dit qu'elle sympathisait avec les gens qui pillaient les magasins pour survivre » (US House of Representatives, 2006).

Mais qualifier ces actes de pillage est clairement incorrect. De même qu'ils différencient nettement peur et panique, les chercheurs font une claire distinction entre pillage et appropriation pertinente. Ce qu'ils appellent appropriation consiste à prendre des objets appartenant à une autre personne ou à une organisation pour un besoin d'urgence, avec l'intention de rendre cet objet ultérieurement, si possible, sauf évidemment s'il s'agit de biens tels que la nourriture ou l'eau.

Les chercheurs ont constaté que lorsqu'il y a pillage à l'occasion de catastrophes, il est rarement le fait de groupes organisés, mais d'individus qui le font en se cachant. Il est généralement le fruit d'une occasion qui se présente plutôt que d'une véritable stratégie et il est condamné par les autres survivants (Quarantelli, 2008).

Par ailleurs, les catastrophes ne génèrent pas un comportement brutal et égoïste, mais au contraire la solidarité et l'empathie envers les autres victimes. Beaucoup de personnes n'hésitent alors pas à risquer leur vie pour sauver leur prochain. Ainsi, loin de rendre les gens individualistes et égoïstes, les catastrophes ont surtout pour effet de renforcer les liens déjà existants ou de créer des liens de solidarité et d'entraide entre personnes qui ne se connaissent pas.

Prenons l'exemple des attentats contre le World Trade Center en 2001. Ce drame a certes causé d'immenses souffrances au sein de familles américaines, mais il a également fourni de multiples démonstrations de la capacité d'altruisme de l'être humain, au plus fort du danger (Dwyer et Flynn, 2006). Dans un premier temps ont été loués à juste titre les actes héroïques des pompiers et des policiers. Mais il s'est révélé au fil des jours que le courage et l'altruisme avait aussi été largement présents chez les victimes elles-mêmes. Des personnes ont détruit des murs et déplacé des gravats pour extirper d'autres victimes, sont restées auprès de blessés en attendant une assistance médicale, en ont porté d'autres dans des fauteuils récupérés dans des bureaux, etc. Tous ont descendu les escaliers dans le calme, passant parfois d'une double file à une simple file pour laisser passer prioritairement les pompiers ou les hommes portant des blessés.

Citons quelques exemples d'hommes qui se sont tout particulièrement investis dans le sauvetage. L'agent de police John Perry se trouvait au siège de la police, à quelques rues des tours, lorsque le premier avion s'est écrasé. Il avait décidé de quitter la police pour une carrière juridique et était en train de remplir un formulaire pour prendre sa retraite. Lorsque la nouvelle s'est répandue dans le commissariat, il a immédiatement repris son insigne et s'est porté au secours des victimes. Frank De Martini, responsable de la construction pour le port autonome, a participé aux premiers secours à son étage, puis a pris la tête d'un groupe qui s'est efforcé d'ouvrir les portes des douze étages situés juste au-dessus de la zone d'impact. Ce groupe s'est sacrifié en sauvant la vie d'au moins 70 personnes. Les derniers instants où ils ont été vus vivants, ils essayaient d'en sauver d'autres.

Rick Rescorla est un homme dont l'efficacité altruiste a été particulièrement impressionnante au cours de cette journée<sup>58</sup>. Cet officier à la retraite de 62 ans était alors chef de

57. Cité par Clarke L., 2002. *op. cit.* (p. 19).

58. [http://en.wikipedia.org/wiki/Rick\\_Rescorla](http://en.wikipedia.org/wiki/Rick_Rescorla)

la sécurité des services financiers de la banque Morgan Stanley. Juste après l'impact du premier avion sur la tour 1, Rescorla a organisé l'évacuation dans le calme des 2 700 employés de Morgan Stanley de la tour 2 et des 1000 employés de la tour 5, ainsi que d'autres personnes présentes. Pendant ce temps, un deuxième avion percutait la tour 2. Après avoir mis en sécurité de nombreuses personnes, il est retourné dans l'immeuble pour sauver encore d'autres victimes. Lorsqu'un de ses collègues lui a dit qu'il devait lui aussi quitter les lieux, il répondit : « Dès que je serai sûr que tout le monde est dehors. » Grâce à son action, tous les employés de Morgan Stanley, sauf six, ont été sauvés. Parmi les six victimes se trouvaient Rick Rescorla et trois collègues qui l'ont suivi lorsqu'il est retourné dans l'immeuble.

La solidarité s'est également exprimée à l'extérieur des tours (Kendra et Wachtendorf, 2003 ; Snyder, 2011). Immédiatement après les attentats, un système improvisé d'évacuation des victimes par bateaux a été organisé. Des propriétaires de grosses embarcations ont mis celles-ci à disposition de l'agence des garde-côtes. Selon les responsables de cette institution, environ 500 000 personnes ont pu ainsi quitter Manhattan par bateaux, que ce soit par vaisseaux militaires, ferries ou embarcations privées. Une société propriétaire de six ferries a ainsi pu transporter 30 000 personnes. Peter Cavrell, l'un de ses responsables, a ensuite déclaré : « Il n'y a pas eu d'effort coordonné. Nous avons simplement commencé à le faire. À notre humble mesure, Circle Line est un symbole de New York. Nous voulions juste faire notre part. »

Par ailleurs, l'Association de soins de santé de l'État de New York a rapidement mis en place une hotline, en faisant appel à des médecins bénévoles ; elle a reçu plus de 40 000 appels dès le premier jour. À 17 h le lendemain, les personnes qui appelaient entendaient ce message : « Nous avons reçu une énorme quantité d'appels en vue d'apporter de l'aide. Merci pour votre intérêt. Nous ne pouvons plus accepter d'autres appels. » Quant à la Croix Rouge, elle a reçu 22 000 offres de la part de bénévoles en deux semaines.

Ces faits montrent à quel point est fautive la théorie de la foule irrationnelle et des comportements égoïstes lors d'une catastrophe. Alors que cette approche postule la dissolution des liens sociaux, d'autres conceptions soulignent au contraire leur maintien et même la création de liens avec des personnes totalement inconnues jusqu'alors. Ainsi, une équipe de chercheurs britanniques constate que lorsque survient une catastrophe, une identité collective se crée spontanément entre les victimes (Drury *et al.*, 2009b). Ils ont interviewé 21 survivants de onze catastrophes, lesquelles avaient toutes impliqué plusieurs centaines de personnes. Certaines personnes ont signalé qu'elles avaient été très préoccupées par le sort de leurs proches ou amis qui se trouvaient avec elles au moment du drame, mais la plupart des actes d'aide ont concerné des gens qui ne se connaissaient pas.

L'une de ces personnes, victime de la tragédie survenue au stade de Hillsborough en Angleterre, en 1989, a déclaré : « Je pense que chacun serait d'accord avec l'idée que nous avons dépassé le fait de définir la personne en tant que supporter de football. À ce moment, il y avait seulement des êtres humains en lutte. (...) Je pense que personne

n'a vu des fans de Liverpool ou des fans de Notts Forest. Les gens ont arrêté d'être des supporters d'une équipe de foot et étaient seulement des personnes. » Une autre a dit : « Je dirais que nous nous sommes soutenus mutuellement. Nous étions tous des étrangers les uns envers les autres, mais (...) il y avait certainement le fait d'agir ensemble plutôt que d'agir séparément. »

Alors que la théorie de la panique collective prédit que, plus la menace de mort imminente est importante, plus l'individu agira égoïstement pour sauver sa peau, c'est exactement le contraire qui se produit. Ainsi, selon les auteurs, la foule n'est pas un problème qui vient s'ajouter à la catastrophe, elle est au contraire une solution.

On retrouve ces mêmes idées d'identité commune et de foule considérée comme une ressource dans une autre enquête, menée par une équipe britannique (*Ibid.*). Lors des attentats à la bombe à Londres en 2005 (trois explosions dans le métro et une dans un bus), qui ont coûté la vie à 56 personnes et en ont blessé 700 autres, le comportement le plus fréquent fut d'aider son prochain, alors que celui-ci était la plupart du temps un parfait inconnu et que la peur de nouvelles explosions ou de l'effondrement du tunnel était dans tous les esprits. Cette aide a pris différentes formes : parler à d'autres victimes et les écouter pour les rassurer, les extirper des décombres, puis les porter pour les amener en lieu sûr. Toutes les personnes interrogées sauf deux (mais qui ont d'ailleurs fourni un témoignage très bref) ont signalé avoir observé des personnes qui en aidaient d'autres, malgré les blessures et la souffrance qu'elles supportaient elles-mêmes.

Une victime raconte, par exemple : « Je me souviens d'avoir monté les escaliers et, arrivée en haut, il y avait un gars qui arrivait dans l'autre direction. Je me souviens de sa manière d'être ; il m'a dit d'une manière polie : "Vous d'abord". Ça m'a frappé, j'ai pensé que même dans une situation comme celle-ci, quelqu'un avait vraiment des bonnes manières. C'est une petite chose, mais je m'en souviens. »

Aucune des personnes interviewées n'a prononcé de propos relevant de l'individualisme. En revanche, sont revenus à de multiples reprises des mots tels qu'« unité », « similitude », « affinité », « partie d'un groupe », « tout le monde », « ensemble », « chaleur », « empathie ». Une victime a déclaré : « J'ai senti que nous étions tous ensemble, dans le même bateau (...) et que ce que je ressentais pouvait aussi être ressenti par d'autres (...) c'était une situation stressante et nous y étions tous ensemble, et le meilleur moyen de s'en sortir était de nous aider les uns les autres. » Tous ces témoignages ont conduit les chercheurs à parler d'identité commune, concept identique à celui d'identité partagée présenté précédemment.

Ces auteurs se réfèrent à la « théorie des normes émergentes » pour interpréter les comportements altruistes constatés. Selon cette approche, tous les comportements collectifs dépendent de normes. Puisque les catastrophes sont des événements extraordinaires, où les règles habituelles de conduite ne s'appliquent plus nécessairement, de nouvelles normes doivent être élaborées. Cette théorie prédit que plus le niveau de danger perçu est élevé, plus les nouvelles normes et la mobilisation des participants émergent rapidement. Les auteurs de cette étude qualifient l'ensemble des comportements

observés de résilience collective. Selon eux, c'était la foule elle-même qui était la base de la résilience manifestée par les survivants ; la foule était donc une ressource psychologique plutôt qu'un obstacle.

Il est possible que ce sentiment d'une communauté de destin se diffuse ensuite plus largement dans la société, ce qui expliquerait ce fait à première vue surprenant, constaté à de multiples reprises : la baisse de la criminalité à la suite de catastrophes (ouragan Betsy en 1965, tremblement de terre de San Francisco en 1989, attentat à Oklahoma City en 1995, ouragan Katrina en 1995, attentats contre le World Trade Center en 2001, etc.) (cf. Auf der Heide, 2004 ; Barsky *et al.*, 2006).

### Quelles leçons en tirer ?

UN PREMIER ENSEIGNEMENT que l'on peut tirer de ces connaissances est que les citoyens ordinaires sont des êtres responsables et altruistes sur lesquels peuvent s'appuyer les services officiels d'assistance. La plupart des personnes secourues le sont par d'autres survivants et par des voisins, et cela est encore plus vrai lorsque la catastrophe rend la zone difficile d'accès pour les secours. Cela a été constaté dans des pays aussi différents que l'Italie, l'Arménie, les États-Unis, la Chine, le Mexique, les Philippines (Auf der Heide, 2004). Nancy Oberijé, chercheuse à l'Institut néerlandais de la sécurité, en conclut que l'implication des civils est non seulement appréciable, mais également nécessaire pour sauver des vies en cas de catastrophe (Oberijé, s.d.). Pour Enrico Quarantelli, il existe malheureusement une fausse opinion largement répandue selon laquelle, lors de catastrophes, la principale source de problèmes vient des individus dont le comportement aberrant doit être géré par des organismes de secours, alors que c'est exactement l'inverse qui se passe (Quarantelli, 2008).

Selon Erik Auf der Heide, médecin spécialiste de l'action d'urgence dans les catastrophes, « le problème avec la fausse conception de la panique est que le public, les médias et même les services d'urgence et les responsables officiels y croient. À cause de cela, les officiels peuvent hésiter à envoyer des messages d'alerte car ils sont convaincus que la panique qui va en résulter entraînera plus de dommages que la catastrophe elle-même. Cette croyance a conduit à des recommandations visant à éviter la panique en : 1) fournissant une information minimale aux occupants d'un immeuble en feu et 2) poursuivant les activités normales jusqu'au dernier moment possible » (*op. cit.*, p. 348). Cela entraîne une augmentation du nombre de victimes.

Par ailleurs, faire planer la menace de la panique collective et de la désintégration du lien social sert également à justifier des politiques sécuritaires (voire militaires comme l'a montré l'exemple de l'ouragan Katrina), plutôt que des politiques visant à renforcer la capacité des communautés à prendre des initiatives.

La deuxième leçon, plus fondamentale, est le sujet central de la bonté humaine qui est bien plus fréquente qu'on ne le suppose généralement, même dans des conditions de

menace de mort imminente. Alors qu'il serait bien plus « raisonnable », égoïstement parlant, de sauver sa peau, ce n'est pas ce que font la plupart des victimes. Beaucoup de survivants, même blessés, viennent au secours de ceux qui sont plus atteints qu'eux-mêmes s'ils le peuvent. Ce n'est aucunement l'irrationalité qui entraîne ce comportement, mais au contraire une rationalité supérieure, fondée sur le sentiment d'empathie envers la personne souffrante et d'identité partagée dans un destin commun.

### Références bibliographiques

- Auf der Heide E., 2004. Common misconceptions about disasters: Panic, the disaster syndrome and looting. In: *The First 72 Hours: A Community Approach to Disaster Preparedness* (O'Leary M., ed.), Universe Publishing, 340-380.
- Barsky L., Trainor J., Torres M., 2006. Disaster Realities in the Aftermath of Hurricane Katrina: Revisiting the Looting Myth, Quick response report, 186, Natural Hazards Center. <http://katrinaresearchhub.ssrc.org/disaster-realities-following-hurricane-katrina-revisiting-the-looting-myth/attachment>
- Clarke L., 2002. Le mythe de la panique, *Sciences Humaines*, 16-20, 20.
- Connell R., 2001. Collective Behavior in the September 11, 2001. Evacuation of the World Trade Center. Preliminary paper #313, University of Delaware, Disaster Research Center.
- Drury J., Cocking C., Reicher S., 2009a. The nature of collective resilience: Survivor reactions to the 2005 London bombings. *International Journal of Mass Emergencies and Disasters*, 27(1), 66-95.
- Drury J., Cocking C., Reicher S., 2009b. Everyone for themselves? A comparative study of crowd solidarity among emergency survivors. *British journal of social psychology*, 48, 487-506.
- Dwyer J., Flynn K., 2006. *102 minutes, Le combat pour la survie dans les Twin Towers le 11 septembre 2001*, Paris, J'ai lu.
- Freud S., 2010. *Psychologie des masses et analyse du moi*, Paris, Puf.
- Glass T.A., 2001. Understanding public response to disasters. *Public Health Reports*, 116, Supplement 2, 69-78.
- Johnson N., 1987. Panic at the "Who concert stampede": An empirical assessment. *Social problems*, 34(4), 362-373.
- Kendra J., Wachtendorf T., 2003. Creativity in emergency response to the World Trade Center disaster, In: *Beyond September 11: An account of post disaster research*, Natural hazards Center, Boulder, 121-146.
- Le Bon G., 2003. *Psychologie des foules*, Paris, Puf.
- Oberijé N., s.d. Civil response after disasters; the use of civil engagement in disaster abatement. Document disponible sur Internet.
- Quarantelli E.L., 1954. The nature and conditions of panic. *American journal of sociology*, 60(3), 267-275.
- Quarantelli E.L., 2008. Conventional beliefs and counterintuitive realities. *Social research*, 75(3), 873-904.
- Rodriguez H., Trainor J., Quarantelli E.L., 2006. Rising to the challenges of a catastrophe: The emergent and prosocial behavior following hurricane Katrina. *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 604, 82-101.



Snyder J., 2011. *Ferries to the Rescue after World Trade Center Terror Attack*.

Tierney K., Bevc C., Kuligowski E., 2006. Metaphors matter: Disaster myths, media frames, and their consequences in Hurricane Katrina. *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 604, 57-81.

US House of Representatives, 2006. A failure of initiative; Final Report of the Select Bipartisan Committee to Investigate the Preparation for and Response to Hurricane Katrina, Washington, US Government printing office, 364 p.